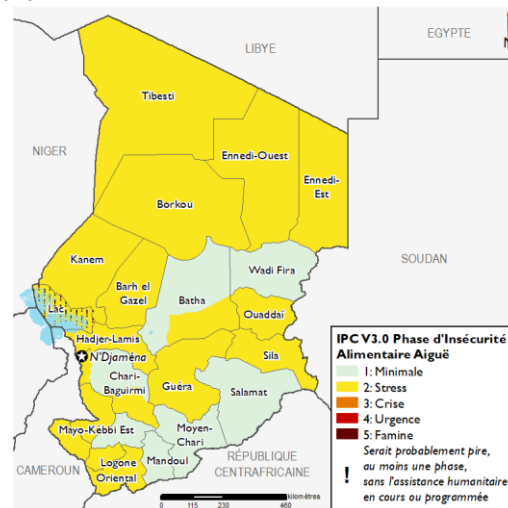


Le COVID -19 continue de détériorer la situation alimentaire dans plusieurs zones du Tchad

LES MESSAGES CLÉS

- Les heurts entre les forces gouvernementales et les éléments de Boko Haram survenus entre mars – avril, conjugués à l'état d'urgence, au couvre-feu et aux restrictions gouvernementales relatives au COVID - 19, exacerbent l'insécurité alimentaire au Lac en dépit des stratégies développées par les ménages. Les moyens d'existence des ménages hôtes du Lac continuent de se dégrader en raison de la pression des nouveaux déplacés. En conséquence des déficits de consommation s'observent et la zone est en Stress (Phase 2 ! de l'IPC) avec l'assistance.
- Les ménages des Provinces du Barh el Gazel (BEG) et Kanem qui en année normale dépendent en cette période des marchés pour leur alimentation vivent une situation alimentaire très détériorée en raison de l'épuisement total des stocks céréaliers et des prix élevés de produits alimentaires sur les marchés. L'érosion des avoirs productifs des ménages donc leurs faibles revenus, limitent l'accès aux marchés et ces ménages n'arrivent pas à satisfaire leur consommation alimentaire et se trouvent en Crise (Phase 3 de l'IPC).
- Le fonctionnement des marchés est impacté par les restrictions sur le trafic et la fermeture des frontières qui affectent les volumes de l'offre. Face à une offre en baisse, la demande est timide dans la plupart des zones du pays. Cependant des hausses localisées de demandes en produits alimentaires s'observent dans la Province du Tibesti, et le Département d'Abdi dans la province du Ouaddaï, et a Goz Beida au Sila.
- Compte tenu des impacts négatifs du COVID-19 sur la situation alimentaire des ménages, la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois est en détérioration à cause d'un faible accès alimentaire couplée aux mauvaises conditions hygiéniques au BEG et Kanem. Au Lac, l'afflux des nouveaux déplacés a mis à jour la détérioration de l'état nutritionnel des enfants malgré l'extension des dispositifs de prise en charge.

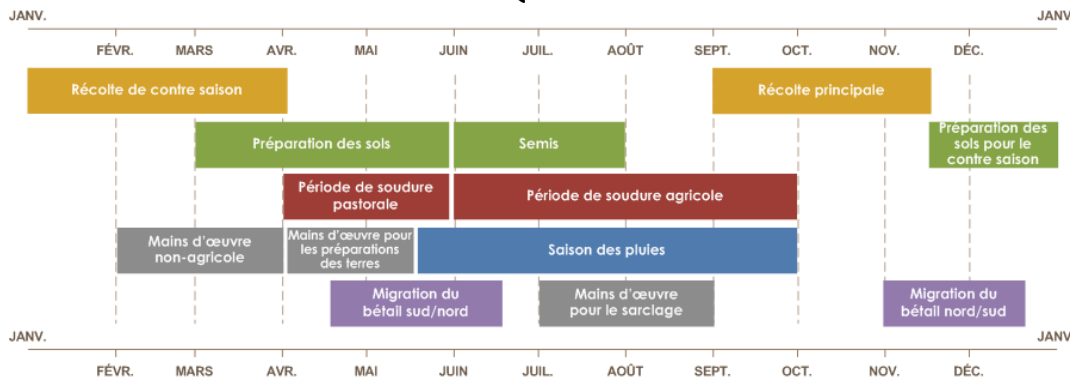
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, juin 2020



Source : FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source : FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

COVID-19 : Depuis la déclaration du premier cas le 19 mars 2020, le Tchad enregistre en date du 26 juin 2020 865 cas testés positifs au COVID-19 dont 778 guérisons, 74 décès et 13 cas sous traitement. Pour circonscrire la propagation des cas, le gouvernement tchadien a adopté des restrictions. Celles-ci comprennent la fermeture commerces non alimentaires, des établissements d'enseignement, des frontières, les restrictions sur le trafic comme l'interdiction de la circulation du trafic urbain et interurbain. Certaines de ces mesures sont assouplies voire suspendues depuis peu.

Contexte macroéconomique : La détérioration de la situation économique du Tchad, déjà paralysée par la baisse des prix du baril de pétrole couplée à la lutte contre le terrorisme en cours depuis près de 6 ans, est davantage accentuée par les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19.

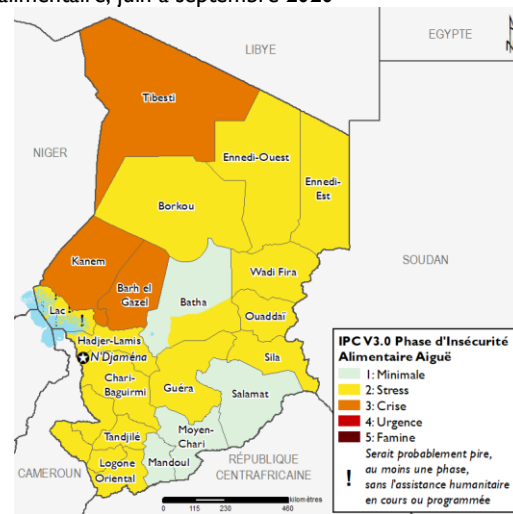
L'économie du Tchad se trouve fragilisée dans sa globalité notamment à travers la baisse significative des recettes et des échanges commerciaux, ainsi que sur les investissements. Les populations tchadiennes, plus spécifiquement les ménages très pauvres et pauvres qui font face à l'érosion de leurs revenus par suite de l'effritement des principales sources de revenus (main d'œuvre, migration, transferts d'argent, ventes de denrées alimentaires de base et de petits ruminants, etc.) sont grandement affectés.

Situation agricole : Les activités de la campagne de contre - saison chaude sont terminées en fin mai –mi-juin, comme en année normale. Elles sont dominées par les récoltes du riz dans le bassin rizicole à Laï, Kim, Kolobo et Mroup. Tandis qu'au Lac, les récoltes sont achevées depuis la première décade de juin. Par ailleurs, le démarrage de la campagne pluviale évolue diversement suivant les latitudes, selon que l'on va de la zone soudanienne à la zone sahélienne. Ainsi, dans les provinces du Moyen Chari, du Mandoul et des deux Logone, les activités agricoles sont dominées par les travaux préparatoires avec des semis localisés. Les semences varient entre 15 à 45 pourcents comme un année moyenne. Dans la province du Lac, les travaux préparatoires de la campagne pluviale sont en cours sur la plupart des polders. On observe la confection des carreaux au niveau des polders, la reconstruction des réseaux d'irrigations et le début des labours sur les espaces dunaires.

En zone de transhumance, des quantités de pluviométries variables ont été enregistrées, durant la première décade de juin. Tels qu'à Abéché (24mm), Abdi (17mm), Goz Beida (36mm) où quelques semis localisés, dont certains à sec, sont rapportés.

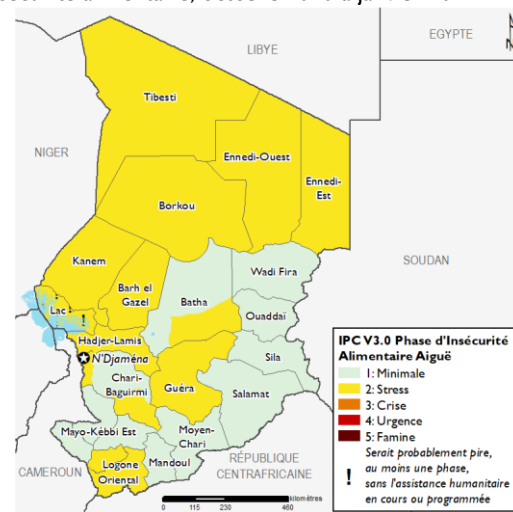
Situation pastorale : Le tapis végétal se reconstitue progressivement dans la zone soudanienne et à l'Est notamment au Sila et dans la partie sud du Ouaddaï grâce aux petites quantités de pluies enregistrées en ce début de campagne. En zone soudanienne, l'installation de la saison pluvieuse a suscité la remontée progressive des transhumants vers leurs points d'attache, comme en année normale. Au Sahel une détérioration de la situation pastorale est rapportée à l'entame de cette saison pluvieuse en raison de la raréfaction des pâturages et l'assèchement des points d'eau dans la zone. Dans la région du Batha, comme au BEG et au Kanem, les animaux continuent de parcourir de grandes distances, plus de 15 km, pour paître et, le sens inverse pour s'abreuver. Ainsi, l'état d'embonpoint des animaux est fortement détérioré dans ces localités en raison de la sévérité de la soudure pastorale, qui tend quand bien même vers sa fin. Au Lac, on assiste à une surcharge pastorale dans la partie sud de la province et aux périphéries de la ville de Bol en raison de l'insécurité dans les localités septentrionales par suite du déguerpissement sur ordre du gouvernement. Néanmoins la situation zoo sanitaire est globalement calme. Il est à relever que les restrictions relatives au COVID-19 n'affectent pas le mouvement des transhumants qui circulent librement d'une localité à l'autre.

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2020



Source : FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2020 à janvier 2021



Source : FEWS NET

Les stocks céréaliers dans les ménages : Dans la plupart des zones du pays, les stocks céréaliers des ménages sont en baisse voire épuisés. Ces baisses et épuisements sont conséquents aux impacts économiques de COVID-19 qui ont occasionné le bradage par les ménages de leurs stocks, à vils prix en quête de revenus. Au BEG et au Kanem, les ménages dépendent exclusivement des marchés pour leur consommation alimentaire à cause de l'épuisement total de leurs stocks céréaliers. Les stocks céréaliers de nombreux ménages hôtes de la province du Lac sont nuls. Cet épuisement de stocks est consécutif à la pression exercée par suite de l'arrivée de nouvelles vagues de déplacés intervenue après les heurts entre les forces gouvernementales et les éléments de Boko Haram, fin mars et mi- avril 2020.

Stocks institutionnels : Les stocks institutionnels de l'Office National de Sécurité Alimentaire (ONASA) sont fortement limités. Les achats envisagés pour la reconstitution de ces stocks tardent à être effectués. Cependant, seuls quelques partenaires comme le PAM disposent de stocks actuellement déployés sur le terrain pour des distributions en réponse au COVID-19.

Main d'œuvre agricole : A cause des restrictions sur le trafic routier couplées à l'interdiction de la mobilité des personnes entre les agglomérations conséquentes à la pandémie du COVID-19, l'offre de la main d'œuvre est inférieure à une année normale dans la plupart des zones de productions agricoles du pays. A Koumra, l'offre de main d'œuvre est en baisse en raison du retard accusé par les migrants saisonniers, bloqués dans les grandes villes comme N'Djaména. En revanche, dans le Lac, l'afflux de nouveaux déplacés par suite des hostilités de fin mars à la mi-avril, a généré une suroffre de la main d'œuvre. Cependant, la demande en main d'œuvre agricole est inférieure à une année normale compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat découlant des pertes de revenus occasionnées par le COVID-19. En conséquence, les coûts journaliers sont inférieurs de 15 à 25 pourcents comparé au coût en une année normale. A Bol par exemple la journée de travail et payée 1750 à 1500 FCFA contre 2000 FCFA en année normale.

Main d'œuvre non agricole : Compte tenu du ralentissement de la vie économique nationale, ayant cours depuis quelques années, ajouté aux mesures gouvernementales contre la pandémie du COVID-19, la main d'œuvre non agricole est fortement limitée. Ainsi, des milliers d'emploi sont supprimés dans de nombreux secteurs d'activités (maçonnerie, menuiserie, transports en commun, transport des marchandises, manutention, etc.) qui sont à l'arrêt. La demande est marginale et les coûts journaliers sont dérisoires. A titre illustratif, la journée d'un manoeuvre exerçant autour du marché de Bongor rapporte en moyenne 1500 FCFA contre 3000 FCFA en année normale soit une baisse d'environ 50 pourcents.

Marchés de produits alimentaires et leurs prix

L'offre des produits alimentaires : Malgré le ralentissement observé dans l'approvisionnement des marchés, l'offre céréalière est légèrement inférieure à la moyenne, sur les principaux marchés de consommation du pays. Au BEG et au Kanem, elle est légèrement renforcée par les volumes marginaux de maïs importé du Cameroun via des couloirs inhabituels. Cependant pour le mil, l'offre demeure inférieure à son niveau d'une année normale en raison de la baisse des volumes de flux à partir du Hadjer Lamis et des provinces de la zone soudanienne. Au Lac, l'état d'urgence en vigueur couplé au ralentissement des flux par suite de l'insécurité et aux restrictions gouvernementales liées au COVID-19 affectent l'approvisionnement des marchés d'où une baisse de l'offre en maïs et en mil sur le marché de Bol. L'offre de produits alimentaires importés est inférieure à la moyenne sur la plupart des marchés à cause de la limitation de flux au niveau des frontières fermées pour les raisons de sécurité et les mesures de riposte contre le COVID-19.

La demande des produits alimentaires (achats institutionnels) : Sur la plupart des marchés, la demande de produits alimentaires est limitée en raison des baisses de revenus résultant des impacts des mesures gouvernementales décidées pour le contrôle de la pandémie. En revanche, des légères hausses localisées sont rapportées à Abdi, Am Dam et Goz Beida en raison des faibles volumes des flux couplés à l'irrégularité des approvisionnements. Cette tendance haussière de la demande est également observée dans le Lac à cause de l'état d'urgence en vigueur qui suscite une hausse de la demande par suite de l'épuisement des stocks céréaliers des ménages. Sur les marchés de N'Djaména, une légère hausse de la demande en mil est rapportée à cause de la limitation des approvisionnements.

Prix de produits alimentaires : En mai 2020, les prix de produits alimentaires de base sont globalement en baisse à l'exception de quelques hausses, comparées à la moyenne quinquennale, sur le prix du mil à Mao (+17 pourcents), Moussoro (+15 pourcents) et Massaguet (+14 pourcents). Ces hausses sont occasionnées par une légère augmentation de la demande occasionnée par le ralentissement des approvisionnements dans ces zones, structurellement déficitaires pour la plupart. A Bol, le prix du maïs est en hausse (+36 pourcents) par rapport à la moyenne quinquennale en raison d'une forte demande suscitée par l'afflux de nouveaux déplacés par suite de la recrudescence de l'insécurité entre mars et avril 2020. La plupart des marchés, en zone soudanienne affiche de bas prix à cause d'importants volumes céréaliers offerts sur les marchés par les ménages en quête de

revenus pour lancer la campagne. Face à cette offre relativement élevée, il est opposé une demande timide résultant en des prix en baisse.

Marchés de bétail et leurs prix

L'offre du bétail : L'offre sur les marchés à bétail est moyenne sur la plupart des zones de moyens d'existence du pays sur les mois de mai et juin 2020, mais l'approvisionnement des marchés à bétail est timide en raison des relents de différends communautaires. La demande de gros bétail est grandement affectée à cause de la fermeture des frontières qui continue de limiter l'exportation à destination du Soudan et du Nigéria via le Cameroun. Toutefois la demande connaît une hausse ponctuelle, en petits ruminants dans certaines localités à cause des fêtes de fin de ramadan, et se prolongera jusqu'à la fête de Tabaski. Cependant, la demande en bétail est limitée, alors qu'une suroffre est observée sur la plupart des marchés à bétail à cause de l'arrêt des exportations consécutive aux fermetures des frontières et de marchés relatifs au COVID-19.

Prix du bétail : Des hausses de prix du mouton sont rapportées à Moussoro (+28 pourcents), Massakory (+25 pourcents) et Bokoro (+24 pourcents) par rapport à la moyenne quinquennale.

Conflits et Mouvements de populations : Dans la province du Lac, un calme sécuritaire relatif est observé à la faveur des ripostes gouvernementales dénommées "*Colère de Boma*" en réaction aux attaques des éléments de Boko haram en fin mars 2020. A la suite de ces hostilités, la communauté humanitaire a identifié près de 40 000 nouveaux déplacés portant à plus de 270 000 personnes déplacés internes dans la province placée sous état d'urgence. Une accalmie est rapportée au Ouaddaï et Wadi Fira et Sila où les rixes communautaires ayant créée des différends tribaux s'atténuent relativement. Les mouvements des artisans orpailleurs à destination du Tibesti sont limités en raison de la pandémie du COVID – 19 tandis que le retour des migrants saisonniers dans leurs localités respectives est retardé et limité par suite des mesures gouvernementales.

Suppositions

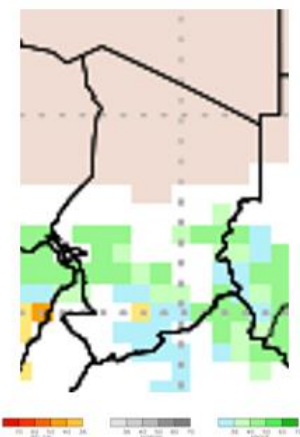
Le scénario le plus probable de juin 2020 à janvier 2021 est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national

- **Prévisions climatiques pour la campagne agropastorale 2020 - 2021 :** Selon les services hydrométéorologiques nationaux et régionaux (ANAM, ACMAD, AGRHYMET), le démarrage de la saison varierait de précoce à normale en zone soudanienne tandis qu'il serait normal dans les provinces septentrionales du Sahel.

Des cumuls de précipitations moyennes à supérieures aux cumuls moyens de la période 1981-2010 pourraient être enregistrés dans le Sud du pays. Tandis que la zone sahélienne recevrait des précipitations moyennes avec des séquences sèches de durée moyenne à supérieure à la moyenne. Il y serait observé des fins de saison pluvieuse globalement normale à tardive.

- **Impacts de la pandémie du COVID – 19 sur l'économie nationale et les moyens d'existence des ménages :** La pandémie du COVID-19 continuerait d'avoir des impacts économiques et sociaux critiques sur le pays. La situation économique du pays continuerait d'être impactée négativement durant toute la période d'analyse en raison des déficits budgétaires occasionnés par les baisses de recettes de l'état, le ralentissement des investissements et des échanges commerciaux. Ces impacts macroéconomiques du COVID-19 compromettraient les progrès de relance accomplis à ce jour, et auraient des conséquences néfastes sur les moyens d'existence des ménages. Les pertes de revenus observés depuis la crise économique relative à la chute des cours du pétrole, accentuée par les mesures de riposte et de réponses à la pandémie seraient intensifiées durant toute la période de soudure, de juin à août. Malgré les bonnes récoltes attendues en octobre, les moyens d'existence des ménages resteraient assujettis à la levée ou l'allègement des mesures de ripostes contre COVID-19.
- **Prévisions de récoltes :** Les productions de la campagne pluviale seraient moyennes grâce à la bonne pluviométrie attendue légèrement supérieure à la moyenne. Cependant, les emblavures pourraient être en baisse en raison des difficultés d'accès aux intrants, à la main d'œuvre salariée, etc. Néanmoins, la bonne hygrométrie résultant de cette saison pluvieuse prévue humide favoriserait de bons niveaux de production de contre -saison (maraîchage, berberé, maïs et riz de contre -saison, respectivement au Lac et dans le bassin rizicole).

Figure 1. Prévision pluviométrique NMME juillet à septembre 2020



Source : NOAA/NMME

- **Perspectives des ressources pastorales, et mouvement de bétail** : La reconstitution du tapis végétal et la recharge des mares semi permanentes seraient favorisées par la pluviométrie, globalement bonne, attendue dans le pays. Le cycle de la transhumance resterait globalement identique à celui d'une année normale. Toutefois un début de transhumance précoce pourrait être observés, dans une partie du Sahel central, en raison des perturbations occasionnées par la durée des séquences sèches et les dates de fin de saison. Au Lac, la plupart des pasteurs resteraient concentrés dans la partie sud de la province et les localités riveraines jugées plus sûres que le nord. Les mouvements dans les zones insulaires seraient limités par crainte de raptés isolés de bétail par des individus armés.
- **Stocks céréaliers des ménages** : Dans la plupart des zones du pays, les niveaux de stocks céréaliers des ménages seraient largement inférieurs à une année normale. En zone soudanienne, de faibles stocks seraient observés en raison des bradages occasionnés par les faibles prix sur les marchés. Dans le bassin rizicole, les récentes récoltes du riz de contre saison contribueraient à la reconstitution des stocks. Au Lac, en dépit des récoltes du maïs de contre saison, les niveaux des stocks de ménages resteraient en deçà des niveaux d'une année normale en raison de la pression des nouveaux déplacés sur les stocks des ménages hôtes.
- **Main d'œuvre agricole** : Entre juin et septembre, l'offre de la main d'œuvre serait normale à cause des restrictions sur le trafic relativement à la pandémie du COVID – 19 qui a ralenti le retour des migrants saisonniers à partir des grands centres urbains vers leurs localités respectives. La demande resterait timide et les coûts journaliers seraient globalement inférieurs à la normale en raison des baisses/pertes de capital des nantis résultant des mesures de ripostes contre COVID-19.
- **Main d'œuvre non agricole** : Compte tenu de la raréfaction des opportunités d'embauche due à la crise économique et accentuée par les impacts du COVID – 19, la main d'œuvre non agricole serait fortement limitée et se résumerait à quelques petites activités, de manutention et maçonneries dans les grands centres, avec des revenus marginaux pour les ménages très pauvres et pauvres.
- **Marchés de produits alimentaires et prix** : L'offre des produits alimentaires varierait de moyenne à légèrement inférieure à la moyenne quinquennale suivant les zones du pays. L'approvisionnement des marchés serait en baisse atypique à cause du mauvais état des routes, des fermetures des frontières. La demande resterait timide à cause des faibles niveaux de revenus. Les marchés afficheraient des bas prix par suite de la baisse des revenus à l'exception des marchés de Moussoro (BEG), Mao (Kanem) Abdi (Ouaddaï), Goz Beida (Sila), et les autres où des hausses modérées à significatives pourraient être observées à cause des baisses significatives des volumes de flux.
- **Marchés à bétail et prix** :
 - L'offre sur les marchés à bétail resterait moyenne, entre juin 2020 et janvier 2021, sur la plupart des zones de moyens d'existence du pays. Cependant, l'approvisionnement des marchés à bétail continuerait de fonctionner au ralenti en raison des relents de différends communautaires qui limiterait l'offre en bétail.
 - Globalement la demande resterait faible par suite des restrictions gouvernementales liées au COVID-19 qui limiteraient l'exportation du bétail. La demande de gros bétail resterait toujours faible à cause de la fermeture des frontières qui continuerait de limiter l'exportation à destination du Soudan et du Nigéria via le Cameroun.
 - En ce qui concerne les prix de bétail, la plupart des marchés à bétail continueraient d'afficher des bas niveaux. Sauf les prix de petits ruminants connaîtront de légères hausses ponctuelles durant les périodes festives (Tabaski, fêtes de fin d'année), mais elles resteraient en dessous du niveau d'une année normale.
- **Situation nutritionnelle** : Une hausse des admissions serait enregistrée dans les unités nutritionnelles par suite des difficultés alimentaires accentuées par des mauvaises conditions hygiéniques et des pratiques culturelles. Une évolution de la MAG à des proportions critiques pourrait être observée. Spécifiquement, les ménages très pauvres et pauvres du BEG et Kanem ainsi que les ménages hôtes déplacés du Lac auraient des difficultés nutritionnelles.
- **Assistance humanitaire** : Les déplacés et ménages hôtes du Lac bénéficieraient de l'assistance fournie par la communauté humanitaire sous le leadership du PAM jusqu'en fin décembre 2020. Une assistance saisonnière sera fournie, durant la soudure, à 425 255 personnes réparties dans les ménages très pauvres et pauvres dans les provinces du Batha, BEG, Kanem, Wadi Fira, Lac. Le volet nutritionnel de cette assistance enrôlera 47 251 personnes dont 28 350 enfants malnutris et 18 900 femmes enceintes et femmes allaitantes. Une action humanitaire en réponse à la pandémie du COVID-19 touchera 60 132 personnes dans ces cinq provinces.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

De juin à septembre 2020, l'épuisement des stocks des ménages hôtes du Lac desquels dépendent, par solidarité (partage des repas et autres ressources) les déplacés, la raréfaction des opportunités de la main d'œuvre, le bas niveau de revenus et donc d'un accès limité aux marchés. Ces déplacés du Lac et leurs ménages hôtes seraient en déficits de consommation malgré l'assistance et les stratégies développées. Ils seraient en Crise (Phase 3 de l'IPC). La situation alimentaire de la plupart des ménages très pauvres et pauvres, du pays serait en détérioration en raison des épuisements des volumes de leurs stocks céréaliers. L'accès aux marchés serait donc réduit. Au Logone Occidentale, Logone Orientale, Tandjilé, malgré les stratégies développées, comme les bradages de derniers stocks céréaliers et l'intensification de la main d'œuvre, les ménages auraient une consommation alimentaire limitée. Aux provinces du BEG, Kanem, Guéra, Ouaddaï, Sila, les ménages auraient une consommation limitée, en dépit des ventes massives de petits ruminants. Au Tibesti, la limitation des flux transfrontaliers occasionnés par les fermetures des frontières tchado-lybiennes limitent l'approvisionnement des marchés. En plus de ceci, les bas niveaux de revenus tirés du trafic interurbain, de l'orpaillage perturbé et du petit commerce affectent le fonctionnement des marchés dont dépendent les ménages pour leur consommation. Par conséquent, les ménages de ces provinces auraient une consommation alimentaire minimale et ne pourraient se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles. Ils seraient en Stress (Phase 2 de l'IPC). Les ménages des autres provinces du pays couvriraient le minimum de leurs besoins alimentaires malgré la soudure grâce aux stocks résiduels ainsi que d'autres sources alimentaires tels que les produits de cueillette.

Entre octobre 2020 et janvier 2021, La situation alimentaire des ménages hôtes et des déplacés du Lac pourrait être améliorée grâce aux nouvelles récoltes couplées aux produits de l'assistance humanitaire qui couvrent partiellement les volumes requis de la ration quotidienne. En raison des bas niveaux de production et des faibles revenus issus de la main d'œuvre, des transferts d'argent, les ménages du BEG et du Kanem auraient une consommation alimentaire minimale d'adéquation réduite. Au Tibesti, la limitation des échanges transfrontaliers affecterait les volumes de l'offre sur les marchés et les faibles revenus des ménages réduiraient leur accès aux aliments. Dans ces provinces, les ménages ne pourraient satisfaire leurs besoins de consommation de base et se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles (santé, habillement, etc.) sans s'engager dans des stratégies d'adaptation. Ils resteraient en Stress (Phase 2 de l'IPC). Les autres provinces du pays seront en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC).

ZONES DE PREOCCUPATION

La zone de moyens d'existence 8 « agropastorale et de pêche », Province du Lac

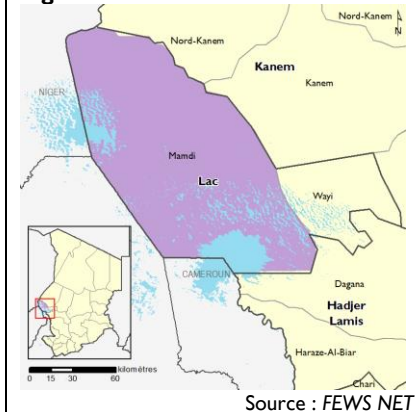
Situation actuelle

Impacts des restrictions gouvernementales liées au COVID-19 : Les fermetures de frontières continuent d'affecter les moyens d'existence des ménages très pauvres et pauvres. Les revenus issus de la main d'œuvre agricole et non agricole, les montants des transferts, les ventes de petits ruminants, etc. sont en baisse atypique comparé à une année normale et au premier trimestre de l'année 2020. Face à la hausse des prix des céréales résultant de la baisse des approvisionnements causée par l'insécurité couplée aux mesures de restrictions sur le trafic limitant les volumes de flux, les ménages éprouvent des difficultés à accéder aux aliments malgré les stratégies développées.

Offre et demande de produits alimentaires et de bétail : L'offre céréalière est inférieure à la normale sur les marchés de Bol en raison de la baisse des flux conséquemment à l'insécurité couplée aux restrictions sur le COVID – 19. L'approvisionnement des marchés en céréales (maïs, riz, blé) est en baisse comparé à une année normale à cause de l'insécurité liée à Boko haram suite aux offensives de mars et avril 2020 et de l'état d'urgence

sécurité et sanitaire, décrété successivement par le gouvernement. Cependant, sur les marchés à bétail, il est observé une suroffre découlant de l'arrêt de l'exportation par suite des fermetures de frontières résultant des restrictions précitées. Les marchés à bétail sont caractérisés par une suroffre conséquence à l'arrêt de l'exportation vers le Nigéria ; les couloirs de déviation à travers le Cameroun via Bongor qui fonctionnaient jusqu'à mars étant également fermés à cause de la pandémie du coronavirus.

Figure 2. Carte de la Province du Lac



Source : FEWS NET

Demande de produits alimentaires et bétail : En raison de la perte du pouvoir d'achat des ménages déplacés, la demande sur les marchés céréaliers est limitée malgré l'épuisement atypique des stocks des ménages hôtes depuis fin mai 2020. La demande en bétail est significativement limitée.

Prix de produits alimentaires et de bétail : Malgré une demande limitée occasionnée par la persistance de l'insécurité avec son corollaire de mouvements de populations et les impacts de mesures gouvernementales liées au COVID – 19, il est rapporté une hausse significative des prix de maïs et du mil. Cette tendance haussière des prix est due à la faible disponibilité sur les marchés céréaliers en raison de la baisse des approvisionnements. L'accès au maïs sur les marchés est ainsi limité pour les déplacés à cause de la baisse de leur pouvoir d'achat et de la tendance haussière des prix (Tableau 1). On observe un léger changement dans les habitudes alimentaires des ménages qui consomment de plus en plus du riz par rapport au maïs dont les exigences culinaires sont limitantes pour eux.

Les prix des petits ruminants sont stables, comparés à la moyenne quinquennale à cause d'une demande limitée malgré le mois sacré du Ramadan (Tableau 2). Le prix du gros bétail continue d'afficher une tendance baissière sur le marché de Bol en raison de l'arrêt de l'exportation.

Termes de l'échange du mil et maïs à Bol : L'analyse des termes de l'échange laisse apparaître une détérioration des termes de l'échange en défaveur de l'éleveur. Des baisses de -23 et -26 pourcents respectifs sont observés sur les termes de l'échange ovin/mil et ovin/maïs (Tableau 3).

Situation agricole : Les récoltes de contre saison chaude sont terminées comme en année normale. Les travaux préparatoires de la campagne pluviale sont en cours dans la plupart des polders. On observe la confection des carreaux au niveau des polders, la reconstruction des réseaux d'irrigations et le début des labours sur les espaces dunaires. Des semis directs de maïs et mil sont en cours. Cependant, les déplacés s'associent aux ménages hôtes pour les travaux préparatoires de la campagne pluviale tandis que les nouveaux déplacés prêtent leurs services comme des journaliers dans les parcelles en quête de revenus (qui existe mais à des niveaux inférieurs en raison de la limitation des déplacements).

Situation pastorale : Les récents événements intervenus, de la mi-mars à fin avril, ont poussé les pasteurs à s'installer dans les localités situées plus au sud du Lac pour s'abriter de conflits. Cette concentration du bétail crée une surcharge pastorale aux périphéries du Lac avec une baisse de l'état d'embonpoint.

Disponibilité laitière : la production laitière est moyenne voire légèrement supérieure à une année normale dans la partie sud de la province en raison de l'instabilité sécuritaire dans sa partie septentrionale.

La main d'œuvre agricole : En raison de l'afflux massif de nouveaux déplacés, une suroffre de la main d'œuvre est rapportée au Sud de la province. Face à ces nouvelles vagues de déplacés qui augmentent l'offre locale déjà en hausse en raison du ralentissement de l'économie, la demande reste limitée. Une baisse de coûts journaliers : de 2000 FCFA à 1500 FCFA par rapport à la moyenne est observée, selon l'enquêteur de FEWS NET complété par d'autres sources dont des producteurs et autres acteurs humanitaires (techniciens des ONGs et UNDP) présents dans la zone.

Tableau 1. Prix (FCFA) du mil et maïs à Bol

	Maïs	Mil
mai 2020	293	373
mai 2019	200	180
Moyenne des 5 ans	216	286
Variation entre mai 2020 Mai 2019	47%	107%
Variation entre mai 2020 Moyenne des 5 ans	36%	30%

Source : FEWS NET

Tableau 2. Prix (FCFA) des petits ruminants à Bol

	Ovin	Caprin
mai 2020	23500	10000
mai 2019	23500	10000
Moyenne des 5 ans	23400	12200
Variation entre mai 2020 mai 2019	0%	0%
Variation entre mai 2020 et la Moyenne des 5 ans	0%	-18%

Source: FEWS NET

Tableau 3. Termes de l'échange céréales/animaux à Bol

	Ovin/Mil	Ovin/Maïs
mai 2020	63kg/animal	80 kg/animal
mai 2019	131kg/animal	118 kg/animal
Moyenne des 5 ans	82kg/animal	108 kg/animal
Variation entre mai 2020 et mai 2019	-52%	-32%
Variation entre mai 2020 et la moyenne des 5 ans	-23%	-26%

Source : FEWS NET Tchad, mai 2020

Les flux commerciaux avec le Niger, le Nigeria et la Libye : Les flux transfrontaliers continuent d'être perturbés en raison de l'insécurité liée à Boko Haram et de la fermeture des frontières avec le Nigeria et le Niger qui restent en vigueur. Les exportations de bétail à destination du Nigeria sont au ralenti. Les flux aux deux frontières tchado – libyennes sont identiques comme aux précédentes, par suite de l'insécurité récurrente de part et d'autre des frontières suite aux fermetures décidées à la suite du COVID – 19. Les volumes des flux sont limités et sont inférieurs à une année normale.

Prix des produits de rente : Sur le marché de Bol, le prix du maïs est en hausse (+36 pourcents) comparé à la moyenne quinquennale. En revanche le prix du blé est stable, comparé à la moyenne quinquennale à cause d'une demande limitée par suite de la limitation des flux notamment à destination de N'Djaména (Tableau 4).

Conflits et mouvements des populations : Les ripostes des forces gouvernementales contre les éléments de Boko Haram sous le nom de code « *Colère de Boma* » a exacerbé la situation sécuritaire. Ces hostilités couplées ont provoqué l'afflux de près de 40 000 nouveaux déplacés vers des zones plus sûres comme Bol et autres bourgades de la province. Ceci porte à plus de 260 000 personnes déplacées dans la Province du Lac. Près de 24 pourcents des déplacés sont accueillis dans les ménages hôtes.

Assistance humanitaire : Une assistance alimentaire est fournie à environ 180 000 personnes ; ce qui représente environ 80 pourcents des effectifs de déplacés. Spécifiquement, le panier alimentaire fourni aux nouveaux déplacés se compose de 450 grammes céréales, 100 grammes de légumineuses et 35 g d'huile pour une durée de deux mois renouvelables. Ce panier représente une ration complète. Cependant, les anciens déplacés continuent de bénéficier de l'assistance sous deux modalités, les vivres (356 g de céréales, 73g de légumineuses et 24 g d'huile) et du Cash complétant l'assistance alimentaire directe. En plus de cette assistance alimentaire, ils bénéficient du Cash distribué à un montant de 4500 FCFA/personne/mois aux anciens IDPs extrêmement vulnérables. Ceci couvre en moyenne 78 pourcent des besoins alimentaires des bénéficiaires. Par ailleurs, une assistance alimentaire saisonnière, pour la période de soudure, est envisagée au bénéfice de près de 111 000 personnes (Source : Données PAM, mai 2020).

Etat nutritionnel : En fin avril 2020, une hausse de nouvelles admissions de +54 pourcent comparée à la moyenne quinquennale et +69 pourcent comparé à 2019 est rapportée par les statistiques sanitaires de la délégation sanitaire du Lac. Cette tendance haussière des admissions est occasionnée par l'augmentation de la couverture sanitaire et l'afflux de nouveaux déplacés.

Suppositions

Le scénario le plus probable de juin 2020 à janvier 2021 pour le Lac est basé sur les hypothèses suivantes :

Marchés de produits alimentaires et de bétail : La disponibilité de produits alimentaires sur les marchés serait en baisse entre juin et septembre en raison de l'état d'urgence, des restrictions sur le trafic conséquemment au COVID-19, de l'épuisement des stocks des ménages très pauvres et pauvres, des faibles volumes de flux, etc. La demande en bétails serait limitée en raison de l'arrêt de l'exportation. A Bol, les prix du maïs connaîtraient une hausse, comparés à la moyenne entre juin et Septembre à cause de l'épuisement des stocks des ménages.

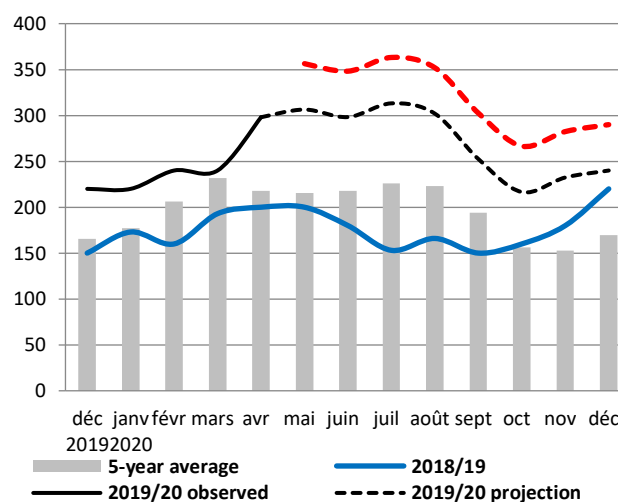
Les marchés à bétail continueraient d'être perturbés par l'insécurité couplée aux restrictions sur le COVID-19 qui maintiendraient les prix des petits ruminants inférieurs à la moyenne quinquennale, durant toute la période de scénario.

Tableau 4. Prix (FCFA) du maïs et du blé à Bol

	Maïs	Blé
mai 2020	293	320
mai 2019	200	320
Moyenne des 5 ans	216	314
Variation entre mai 2020 et mai 2019	47%	0%
Variation entre mai 2020 et la moyenne des 5 ans	36%	2%

Source : FEWS NET Tchad, mai 2020

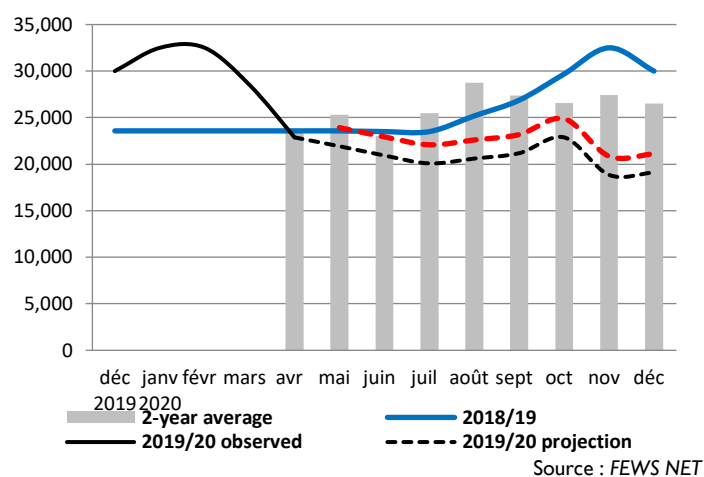
Figure 3. Projection de prix du maïs à Bol (XAF/kg)



Source : FEWS NET

Sources de revenus des ménages très pauvres et pauvres : Les revenus issus de la main d'œuvre et de la vente de produits alimentaires seraient en baisse comparé à une année normale. De même les revenus tirés de la vente de produits agricoles seraient en baisse atypique, entre juin et septembre. Une hausse modérée serait observée grâce aux nouvelles récoltes entre octobre et janvier. À cause des faibles opportunités les revenus de la main d'œuvre seraient en baisse aussi. À cause de la pression sur les ressources les revenus tirés de la vente des produits artisanaux resteraient limités. À cause des faibles volumes de capture par suite des restrictions et de l'état d'urgence les revenus de la vente de poissons seraient marginaux. À cause des bas prix sur les marchés la vente de petits ruminants rapporterait de faibles revenus, inférieurs à la moyenne quinquennale. En plus, une baisse des revenus issus de l'endettement serait observée en raison de la perte du capital des usuriers.

Figure 4. Projection de prix du mouton à Bol (XAF/tête)



Situation nutritionnelle : Entre juin et septembre 2020, l'état nutritionnel des enfants déplacés et des ménages se détériorerait en raison de l'épuisement des stocks des ménages hôtes, un faible accès à l'eau, des pratiques culturelles néfastes. Une légère amélioration serait observée à partir de fin octobre grâce aux récoltes couplées à une disponibilité laitière.

Consommation alimentaire : Compte tenu de la pression sur les vivres distribués par l'assistance jugée insuffisante pour couvrir la totalité des besoins de consommation, l'épuisement des stocks des ménages hôtes, les ménages dépendraient des marchés pour leur consommation alimentaire. Face à la hausse des prix, l'accès aux marchés des ménages hôtes et déplacés serait limité par leurs bas niveaux de revenus, ils seraient donc confrontés à des déficits de consommation alimentaire.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Juin à septembre 2020 : Compte tenu de l'épuisement des stocks des ménages hôtes par suite de l'afflux de nouveaux déplacés ayant occasionné une pression sur les ressources des ménages hôtes, d'un accès limité aux marchés en raison d'une érosion de leurs revenus couplée à une tendance haussière de prix et d'un climat sécuritaire contraignant (état d'urgence), les ménages seraient confrontés à des déficits de consommation malgré les distributions alimentaires (ration partielle). Par conséquent, ils seraient en Stress (Phase 2 ! de l'IPC), entre juin et septembre 2020

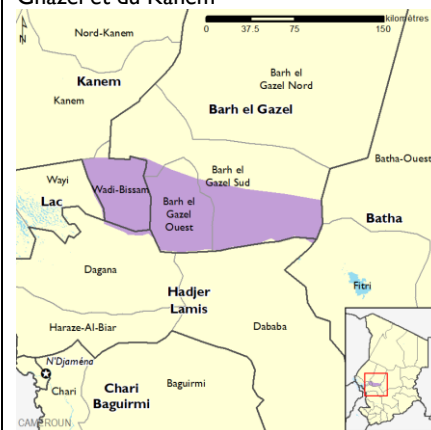
Octobre 2020 à janvier 2021 : L'apparition des prémices des cultures pluviales renforcées par les nouvelles récoltes d'octobre soutiendraient l'alimentation des ménages qui auraient une consommation alimentaire réduite d'adéquation minimale. Cependant, ils ne pourraient pas faire face à des dépenses non alimentaires essentielles et seraient en Stress (Phase 2 ! de l'IPC).

La zone sud des régions de Barh El Ghazel et du Kanem, Zone 5 (centrale agropastorale)

Situation actuelle

Restrictions gouvernementales et impacts sur la vie des ménages : Depuis le début de la pandémie du COVID-19, le gouvernement a enchaîné une série de mesures afin de limiter la propagation des cas d'infestation. Parmi ces mesures, la fermeture des frontières, le couvre – feu décrété à Mao, la fermeture des bars et casinos, cabarets, l'interdiction des regroupements de plus de cinquante personnes affectent les moyens d'existence des ménages très pauvres et pauvres. La plupart de ces ménages dépendent des revenus tirés de leurs membres migrés dans les grands centres urbains. En sus de ceci, les marchés à bétail fonctionnent au ralenti. De faible demande a occasionné de bas prix sur les marchés. Depuis le ralentissement économique découlant de ces mesures, les revenus sont marginaux. Ceci limite l'accès aux marchés qui, affichent des tendances haussières modérées notamment sur les prix du mil. Par conséquent, les ménages sont confrontés à une érosion de leurs revenus malgré les stratégies développées telles que la vente massive de petits ruminants.

Figure 5. Carte des Provinces du Barh El Ghazel et du Kanem



Source : FEWS NET

Situation agricole pluviale : Le démarrage de la campagne agricole est dominé par les travaux préparatoires (défrichage, désochage, labour, semis). Une baisse des emblavures est observée en raison des faibles revenus qui limitent l'extension des superficies agricoles. L'impact de la force de travail reste marginal malgré la rétrocession envisagée du matériel agricole aux groupements de producteurs. Des semis directs occasionnant un fort enherbement des emblavures sont rapportés

La main d'œuvre agricole et non agricole : La main d'œuvre fonctionne globalement au ralenti et reste limitée par les impacts des mesures du COVID -19 qui accentuent les limites déjà récurrentes découlant de la situation économique globale du pays. L'offre de la main d'œuvre est en baisse en raison des récentes restrictions sur le trafic. L'offre de la main d'œuvre non agricole reste particulièrement en baisse atypique. A Moussoro, la demande en main d'œuvre agricole est fortement limitée par la baisse du pouvoir d'achat des ménages nantis. Les coûts journaliers de la main d'œuvre sont inversement en hausse de 33 pourcent comparée à une année normale. A Mao et Moussoro, le coût journalier est de 1000 FCFA pour les semailles.

Stocks céréaliers des ménages : Ces stocks sont totalement épuisés ; les ménages dépendent des marchés pour leur consommation. L'accès aux marchés est fortement limité en raison de la perte du pouvoir d'achat découlant des bas niveaux des revenus des ménages.

Ressources pastorales et mouvements de bétail : La raréfaction du pâturage conduit les pasteurs à effectuer des mouvements nocturnes sur de grandes distances, supérieures à 15 km, en vue de faire paître le bétail. En journée, le sens inverse est effectué vers les rares points d'eau ; des puits pastoraux avec un bas niveau d'eau.

Marché de produits alimentaires : L'offre de produits alimentaires dans le BEG et le Kanem est marginalement renforcée par un approvisionnement en maïs en provenance de la zone soudanienne (Pala dans le Mayo Kebbi Ouest). Cependant, pour le mil, l'offre demeure inférieure à la moyenne en raison de la baisse des flux. La disponibilité de produits alimentaires importés est faible en raison de l'arrêt des flux transfrontaliers avec la Libye par suite des fermetures des frontières et l'insécurité persistante dans la zone péri-frontalière en territoire libyen. Les marchés à bétail sont caractérisés par une suroffre en raison de l'arrêt de l'exportation. La demande de produits alimentaires notamment le mil et denrées manufacturées (riz, pâtes, huiles) connaît une hausse atypique malgré le bas niveau des revenus des ménages. A Mao, la demande en maïs connaît une hausse modérée. Une faible demande en bétail est observée sur la plupart des marchés des deux provinces.

Prix de produits alimentaires de base : Les prix du mil affichent une tendance haussière, comparée à la moyenne quinquennale, sur les marchés de Moussoro (+42 pourcents) et Mao (+13 pourcents) et dans la plupart des marchés du Sahel Ouest en général par suite d'une hausse de la demande face à une offre en céréales limitée. Cependant, le prix du riz importé est stable dans les deux provinces du BEG et Kanem (Tableau 5).

Tableau 5 : Prix des produits alimentaires à Moussoro et Mao en mai 2020

	Mil Moussoro	Maïs Moussoro	Mil Mao	Maïs Mao	Riz Moussoro	Riz Mao
mai 2020	360	286	320	280	600	600
mai 2019	240	200	226	200	800	693
Moyenne des 5 ans	253	248	282	240	647	561
Variation entre mai 2020 et mai 2019	50%	43%	42%	40%	-25%	-13%
Variation entre mai 2020 et la moyenne des 5 ans	42%	15%	13	17%	-7%	7%

Source : FEWS NET

Marchés à bétail : Les marchés de gros bétail sont timides. En revanche, les ventes de petits ruminants importantes à cause de la détérioration des termes de l'échange qui occasionnent un bradage massif de têtes de petits ruminants en vue d'accéder aux marchés céréaliers. A Moussoro, le prix du mouton moyen est en hausse par rapport à la moyenne quinquennale et stable à Mao en raison de la demande ponctuelle occasionnée par le Ramadan (Tableau 6).

Tableau 6 : Prix des petits ruminants à Moussoro et Mao en mai 2020

	Mouton Moussoro	Mouton Mao
mai 2020	26000	25000
mai 2019	20333	23566
Moyenne des 5 ans	20260	24316
Variation entre mai 2020 et mai 2019	28%	6%
Variation entre mai 2020 et Moy 5 ans	28%	3%

Source : FEWS NET

Termes de l'échange (Moussoro) : A Moussoro, les termes de l'échange connaissent une détérioration. Ils sont en défaveur de l'éleveur qui doit vendre deux têtes d'ovins pour se procurer un sac de mil de 100kg sur le marché local. L'année passée la production était moyenne mais reste marginale par rapport aux besoins de consommation des ménages. Cependant, les prix du bétail sont en baisse par rapport à la moyenne depuis ces deux dernières années (Tableau 7).

Contexte des échanges commerciaux locaux et transfrontaliers : En conséquence des fermetures des frontières par suite de la pandémie du COVID -19 et des soucis sécuritaires dans les zones péri - frontalières (Tibesti pour la Libye et Lac – Kanem pour le Nigéria) les flux commerciaux sont significativement limités.

Assistance humanitaire : En dehors des opérations de distribution de produits alimentaires (riz, pâtes et huiles) effectuées par la Fondation Grand Cœur en faveur de 500 ménages urbains de Moussoro, aucune assistance humanitaire n'est actuellement fournie aux ménages des deux provinces. L'ONG Oxfam planifie une distribution de vivres (38kg de mil, 8kg de niébé, 1,5 l d'huile végétale) pour 10893 ménages est envisagée, pour la soudure, dans les départements du Wadi Bissam (Mondo), Kanem (Kekedina et Mao rural) et Nord Kanem (Rig Rig). En plus de ceci, le PAM fournira une assistance alimentaire et nutritionnelle au bénéfice de 199 075 personnes accompagnées d'interventions nutritionnelles pour 33190 personnes dont 14 927 enfants malnutris et 18 963 femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA).

Consommation alimentaire : Face une dépendance complète de marchés, couplée à la hausse des prix, les ménages ont des difficultés à accéder aux produits alimentaires par suite de la baisse de leurs revenus. Par conséquent, ils éprouvent des déficits de consommation.

Suppositions

En plus des suppositions au niveau national, le scénario le plus probable de juin 2020 à janvier 2021 pour le Lac est basé sur les hypothèses suivantes :

Sources de revenu des ménages pauvres et très pauvres : Toutes les sources de revenus seraient en baisse entre juin 2020 et janvier 2021. En raison de l'arrêt de l'exportation les prix du cabri seraient en baisse entre cette période. À cause des impacts des mesures sur le COVID – 19 les transferts d'argent baisseraient aussi. En raison de la pression sur les ressources dont les volumes de collecte seraient en baisse saisonnière entre juin et septembre les revenus issus de la vente de bois/fagots seraient moins importants. En raison des faibles revenus qui limiteraient la demande les revenus issus du petit commerce (vente d'arachide grillée et autres vivriers, savon, etc.) seraient en baisse atypique de juin et septembre. En raison de la raréfaction couplée à une faible demande la vente de gomme arabique, henné (*Lawsonia inermis*), des dattes et de foin rapporterait de revenus inférieurs à la moyenne entre juin et septembre 2020. À cause d'une faible demande par suite d'une baisse du pouvoir d'achat les revenus de la vente de lait et des produits laitiers seraient limités entre juin 2020 et janvier 2021.

D'autre part une légère hausse, toutefois inférieure à la moyenne, serait observée entre octobre et janvier 2021 pour les revenus du petit commerce qui peut occasionnant une faible amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

Marchés céréaliers : L'approvisionnement des marchés céréaliers fonctionnerait au ralenti en raison des faibles volumes de flux découlant des récentes restrictions sur les marchés et du mauvais état du réseau routier. L'offre serait par conséquent limitée et la demande en hausse modérée. Les prix maintiendraient leur tendance haussière jusqu'en octobre.

Flux commerciaux avec le Nigéria et la Libye : Les flux commerciaux seraient limités d'octobre 2020 à janvier 2021 en raison de la fermeture des frontières liées au COVID-19 et à l'insécurité aux frontières libyennes.

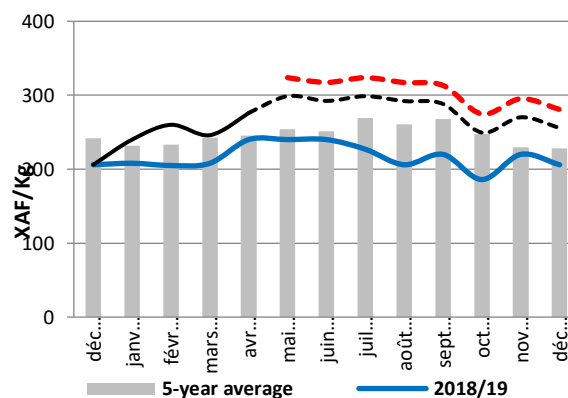
Ressources pastorales, prix, ventes, revenus et mouvements des troupeaux : La reconstitution du tapis herbacé et la recharge des mares semi permanentes contribueront à l'amélioration de la situation pastorale. Cela favorisera un bon état physique des

Tableau 7. Termes de l'échange céréales/mouton à Moussoro

	Ovin/Mil
mai 2020	72 kg/animal
mai 2019	83 kg/animal
Moyenne des 5 ans	80 kg/animal
Variation entre mai 2020 et mai 2019	-15%
Variation entre mai 2020 et la Moyenne des 5 ans	-10%

Source : FEWS NET

Figure 6. Projection du prix à la consommation du mil à Moussoro en FCFA/Kg



Source : FEWS NET

animaux. Les prix sur les marchés à bétail resteraient faibles, inférieurs à la moyenne quinquennale en raison d'une faible demande. Les ventes massives d'animaux par les ménages pourraient être observées afin de faciliter leur accès aux marchés. Ces ventes atypiques, en réponse aux impacts du COVID-19, viseraient à compenser les pertes de revenus issus d'autres sources. Le cycle de la transhumance pourrait être perturbé par les séquences sèches durant la saison ; elle se traduirait par des départs précoces vers la zone soudanienne en vue de profiter des résidus de récoltes.

Production de contre-saison (froide) : Les superficies marginales seront exploitées en métayage par certains déplacés anciennement installés sont emblavées en cultures maraîchères en octobre 2020. Les estimations de récoltes en janvier/février 2021 ainsi que celles des ménages hôtes seraient autour de la moyenne.

La main d'œuvre agricole : Les revenus de la main d'œuvre agricole des ménages seraient en baisse en raison de l'afflux de nouveaux déplacés au Lac qui vendraient leur force de travail en quête de revenus. Cette concurrence conduirait à une baisse du coût journalier et donc du niveau de revenus des ménages très pauvres et pauvres.

Assistance alimentaire : Le PAM et ses partenaires prévoient une aide alimentaire pour 104 777 personnes au Bahr El ghazel (BEG) et 94 298 personnes au Kanem. Cette assistance comprendra aussi un volet nutritionnel destiné à 7858 enfants malnutris au BEG et 7069 au Kanem. 5239 femmes enceintes et femmes allaitantes du BEG et 13024 autres bénéficieront d'une prise en charge nutritionnelle planifiée sur le même calendrier d'intervention. Une autre intervention est fournie par la Fondation Grand cœur au bénéfice de 500 ménages urbains de Moussoro. Enfin, l'ONG Oxfam fournira une assistance alimentaire, couvrant un quart de ration, à travers la distribution de vivres à 10 893 personnes dans les trois départements du Kanem.

L'évolution de la situation nutritionnelle : Par suite de l'épuisement des stocks céréaliers des ménages, ceux-ci dépendraient complètement des marchés pour leur consommation alimentaire. Face à la tendance haussière des prix sur les marchés, les ménages ne pourraient se procurer de volumes suffisants à cause de leurs faibles revenus. Toutefois, ils continueraient par avoir un accès limité, entre juin et septembre. Ils seraient ainsi confrontés à des déficits de consommation. Cette détérioration de la situation alimentaire impacterait grandement l'état nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans. L'accès à l'eau potable couplées aux conditions hygiéniques liées aux pratiques culturelles locales contribueraient à la dégradation de la situation nutritionnelle des ménages malgré la disponibilité de lait entre juin et septembre 2020.

Consommation alimentaire : En raison d'un faible accès alimentaire des ménages par suite des faibles revenus, les ménages seraient confrontés à des déficits de consommation à cause des faibles volumes d'aliments achetés, malgré les stratégies développées entre juin et septembre 2020. En considérant les faibles productions attendues par suite des baisses superficies emblavées découlant du blocage des migrants saisonniers conséquemment au COVID-19, les récoltes d'octobre couplées aux bas prix sur les marchés céréaliers ne pourraient améliorer significativement la consommation alimentaire des ménages.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Entre juin et septembre 2020 les ménages dépendraient entièrement des marchés pour leur consommation alimentaire et pour une moindre part des vivres distribués par l'assistance saisonnière. Cependant, en raison de leurs faibles revenus limitants leur accès aux marchés et des volumes partiels de la ration reçue de l'assistance, ils seraient confrontés à des déficits de consommation malgré les stratégies développées. Ils seraient en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Entre octobre 2020 et janvier 2021 la disponibilité des nouvelles récoltes, du lait, des produits maraîchers et des faibles revenus tirés de la main d'œuvre, de la vente de petits ruminants et de la vente de produits laitiers, contribueraient à l'amélioration de la situation alimentaire des ménages. Ils auraient une consommation alimentaire réduite d'adéquation minimale. Cependant, ils ne pourraient couvrir les besoins non alimentaires essentiels en raison de leur faible pouvoir d'achat par suite des bas niveaux de revenus. Ils seraient en Stress (Phase 2 de l'IPC).

ÉVÉNEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCÉNARIOS

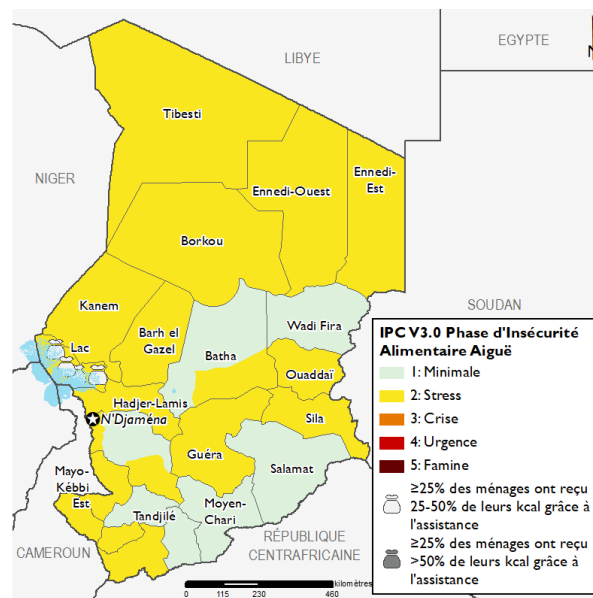
Table 6 : Événements possibles dans les huit prochains mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	<ul style="list-style-type: none"> La levée définitive des mesures gouvernementales (restrictions sur le trafic, fin de l'interdiction de mouvements de personnes entre les différentes agglomérations, etc.) Déploiement de l'assistance alimentaire dans les zones en insécurité alimentaire de Crise Le maintien des mesures gouvernementales restrictives par suite d'une forte prévalence de la pandémie du COVID – 19 Ouverture des frontières (notamment camerounaises, libyennes et soudanaises) Une invasion acridienne 	<ul style="list-style-type: none"> Relance progressive de la vie économique, reprises des activités génératrices de revenus (main d'œuvre, vente de produits agro(pastoraux) pour les ménages très pauvres et pauvres Baisse des prix de denrées, accès aux marchés par les ménages Amélioration de la situation alimentaire par l'accès aux céréales à travers les marchés (bas prix) et distributions/ventes à prix modérés Perturbation du trafic et donc des flux Hausses des prix sur les marchés durant la soudure Reprise des échanges transfrontaliers (importation des denrées et exportations du bétail) améliorant les niveaux de revenus Hausse de la disponibilité des produits alimentaires importés sur les marchés La dévastation des champs par les ennemis de culture ; La baisse de la production
Zone 8 (Lac)	<ul style="list-style-type: none"> La recrudescence des attaques de BOKO Haram La réduction des flux perturbant le fonctionnement des marchés ; La baisse des prix des denrées alimentaires de base ; Le déficit de production L'occurrence des perturbations climatiques à travers des séquences sèches longues. L'invasion acridienne 	<ul style="list-style-type: none"> La dévastation des champs par les ennemis de culture ; Arrêt/suspension de l'aide humanitaire Perturbation du déroulement de la campagne agricole Afflux de nouvelles vagues de déplacés La dévastation des champs par les ennemis de culture ;
Zone 5 (BEG et Kanem)	<ul style="list-style-type: none"> Détérioration du réseau routier en période de pluies Invasion acridienne Baisse des emblavures par perte du capital des nantis Intensification de l'assistance humanitaire Ouverture des frontières avec la Libye L'organisation des ventes à prix modérés des céréales par l'ONASA 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la situation alimentaire des ménages ; Limitation des volumes de flux La dévastation des cultures par les ennemis ; La baisse de la production ; Perturbation des activités productives (agriculture, élevage, pêche, etc.) et autres secteurs socio-économiques ; Amélioration la consommation alimentaire ; Reprise de l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires manufacturés. Ceci causerait une baisse des prix sur les marchés facilitant l'accès aux marchés par les ménages très pauvres et pauvres ; Reprise et intensification de la migration avec des hausses de revenus des ménages ; Reprise des transferts d'argent à destination des ménages très pauvres et pauvres ; Création d'emploi salarié non agricole (manutention, intermédiaires au marché, etc.) en relation avec les flux ; Maîtrise de la hausse des prix sur les marchés et accès aux ménages très pauvres et pauvres.

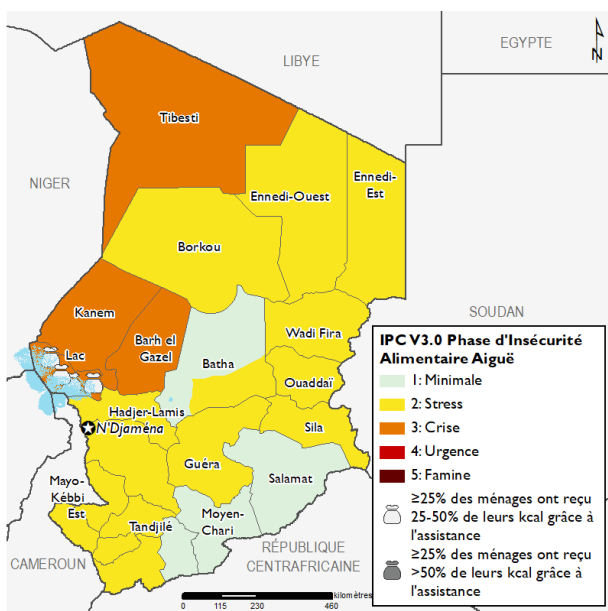
RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ZONES BÉNÉFICIAIRES DE NIVEAUX SIGNIFICATIFS D'AIDE HUMANITAIRE*

Chacune de ces cartes est conforme aux protocoles de cartographie de l'aide alimentaire humanitaire de la version 3.0 de l'IPC et signale les endroits où des niveaux significatifs d'aide humanitaire sont/de devraient être fournis. Le symbole ☺ indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne 25–50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Le symbole ☹ indique qu'au moins 25 % des ménages ont reçu en moyenne plus de 50 % de leurs besoins caloriques à travers de l'aide alimentaire. Ce protocole de cartographie se distingue du protocole (!) utilisé en tête du rapport. L'emploi du symbole (!) indique les zones susceptibles d'être rétrogradées d'au moins un échelon en l'absence d'aide humanitaire en cours ou programmée.

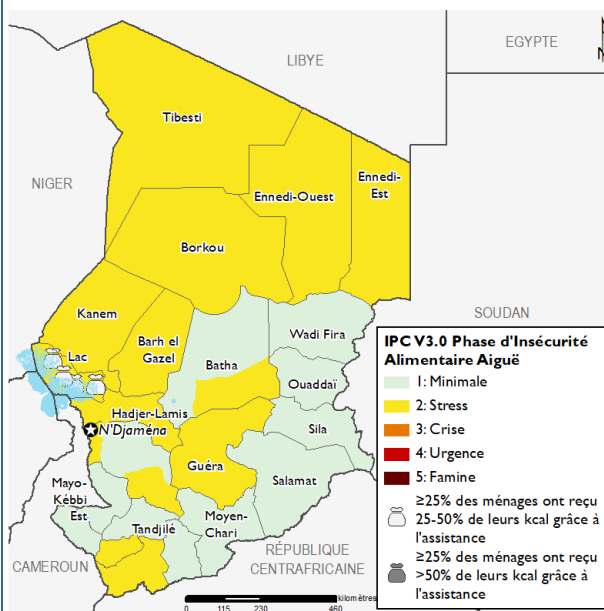
Actuel, juin 2020



Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2020



Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2020 à janvier 2021



La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).